# « Chaque action sans moi est une action contre moi ». Modalités et conditions de développement du plaidoyer mené par les jeunes au Mali.

## BREAK FREE !

Une étude exploratoire sur les modalités, les facteurs de succès et les contraintes du plaidoyer mené par les jeunes.

Janvier 2023
Niélé Hawa Diarra et Charlotte J.W. van Tuijl

PLAN INTERNATIONAL

FAWE Forum for African Women Educationalists
Forum des éducatrices africaines

SAT
SRHR AFRICA TRUST
YOUTH-LED HEALTH

Ministry of Foreign Affairs

ROZARIA
MEMORIAL TRUST

KIT Royal Tropical Institute

# SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| Contenu | 3 |
| Préface | 4 |
| Résumé | 5 |
| Acronymes | 8 |
| Introduction | 9 |
| Objectifs | 11 |
| Général | 11 |
| Spécifiques | 11 |
| Méthodologie | 12 |
| Sites étudiés | 12 |
| Méthodes d'étude | 12 |
| Traitement et analyse des données | 12 |
| Assurance qualité | 13 |
| Considérations éthiques | 13 |
| Résultats | 14 |
| Description des participants | 15 |
| Principaux acteurs | 16 |
| Modalités du plaidoyer dirigé par les jeunes | 18 |
| Motivations des jeunes | 27 |
| Facteurs de succès et contraintes | 29 |
| Recommandations des participants | 39 |
| Discussion | 41 |
| Conclusion et recommandations | 44 |
| Références | 46 |

# PRÉFACE

## A propos Break Free !

Le programme Break Free ! vise à renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes et à promouvoir l'égalité des sexes dans neuf pays africains, afin que les jeunes puissent prendre des décisions éclairées sur leur avenir.
Le programme est mis en œuvre par Plan International et les organisations africaines SRHR Africa Trust (SAT) et Forum for African Women Educationalists (FAWE) en partenariat stratégique avec le bailleur de fonds, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Le Rosaria Memorial Trust et le KIT sont les partenaires techniques de ce consortium.

## A propos KIT Royal Tropical Institute

L'Institut Royal des Tropiques (KIT) est un centre indépendant d'expertise et d'éducation pour le développement durable. Le KIT conseille les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les entreprises privées dans le monde à construire des sociétés inclusives et durables, en les informant des meilleures pratiques et en mesurant leur impact.

## Référence recommandée

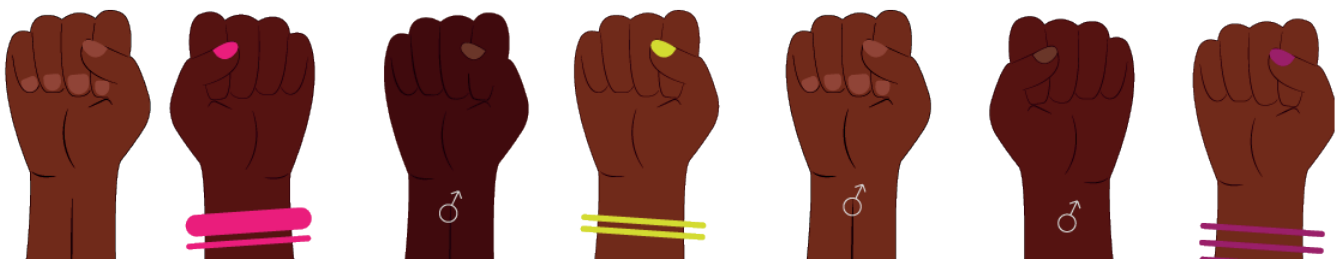
Diarra, N.H. & van Tuijl, C.J.W. (2023). « Chaque action sans moi est une action contre moi ». Modalités et conditions de développement du plaidoyer mené par les jeunes au Mali. Amsterdam : KIT Royal Tropical Institute.

## Informations de contact

Niélé Hawa Diarra, PhD Cand, drhawadiarra@gmail.com
Charlotte van Tuijl, c.v.tuijl@kit.nl

## Remerciements

L'équipe de recherche tient à remercier tous les jeunes et les informateurs clés de Kita, Bougouni et Bamako pour leur temps, leur disponibilité et leur enthousiasme à partager leurs expériences.
Nous remercions le groupe de référence et le personnel du programme Break Free au Mali pour leur contribution et leur coopération à cette étude. Nous remercions également Fatou Keita, qui a soutenu la collecte de données.
Enfin, un grand merci à tous les jeunes du Mali qui continuent à plaider pour une meilleure santé sexuelle et reproductive.



# RÉSUMÉ


## Introduction et objectifs

L'implication significative des jeunes dans l'élaboration des programmes et des politiques qui les concernent est crucial pour le succès des programmes et l'autonomisation et l'engagement civique des jeunes. Au même temps, des études dans d'autres contextes montrent que les jeunes sont bien motivés pour s'engager dans les efforts de plaidoyer et les programmes qui les concernent. Les données disponibles sur le plaidoyer des jeunes, leurs succès et contraintes au Mali étant limitées,
cette étude visait à explorer la manière dont les jeunes plaident pour la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) au niveau régional et national. L'Institut Royal des Tropiques (KIT) a donc mis en place une étude dans le cadre du programme Break Free ! qui visait à comprendre les structures formelles et informelles du plaidoyer des jeunes, le mode de fonctionnement de ces groupes, leurs caractéristiques qui les rendent efficaces mais aussi d'apprendre de ce qui peut les freiner du point de vue des jeunes eux-mêmes. Une attention particulière était accordée à la durabilité des initiatives.

## Méthodologie

Utilisant une approche qualitative basée sur des entretiens individuels approfondis avec les informateurs clés (7) et défenseurs des jeunes (3) et des discussions de groupe focalisées (3) avec des groupes mixtes de filles et garçons appartenant à des groupes d'acteurs autour de la SDSR des jeunes, nous avons collecté des données d'acteurs dans le district de Bamako, et dans les régions de Kita et Bougouni au Mali. Ces sites ont été sélectionnés suite à une cartographie des intervenants en plaidoyer pour la SDSR des jeunes au Mali et en conformité avec les zones de mise en œuvre du programme Break Free. Les entretiens et les discussions de groupe ont été enregistrés après consentement des participants et transcrits mot à mot. L'analyse des données a été réalisée à l'aide du logiciel Nvivo.

# Résultats

L'étude a montré que les principaux acteurs en termes de plaidoyer en SDSR au Mali sont généralement des ONG qui travaillent avec des associations ou regroupements de jeunes. L'Etat intervient également à travers quelques structures mais en s'appuyant toujours sur les regroupements de jeunes. Les principaux domaines d'intervention sont : la protection et la défense des droits et devoirs des enfants, la planification familiale, la lutte contre les VBG et les MGF, le mariage précoce et ou forcé, l'autonomisation des filles et femmes, la lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles ainsi que le leadership.

Selon nos constats, lorsqu'on parle de plaidoyer mené par les jeunes au Mali, cela renvoie plus vers un ensemble d'actions visant à améliorer à terme les politiques de santé de la reproduction. La plupart des groupements de jeunes y travaillent en sensibilisant les décideurs à mieux comprendre leurs problèmes en santé de la reproduction et ainsi améliorer les textes pour permettre aux jeunes de jouir de leurs droits. La sensibilisation se fait à travers des campagnes, souvent au niveau communautaire. Seuls quelques participants font du lobbying et du plaidoyer au niveau du gouvernement national, ou même au niveau sous-régional ou international. Les jeunes sont motivés à participer aux actions de plaidoyer parce qu'ils veulent apporter un changement sociétal et se sentent les premiers concernés et connaissent mieux leurs problèmes en termes de santé de la reproduction.

Quelques initiatives de plaidoyer menées par les jeunes au Mali ont eu du succès notamment à travers leur formation et soutien financier par les ONG. Des mécanismes de suivi des engagements ont également été mis en place tel que « layidu-mètre » qui consiste à suivre l'évolution de la mise en œuvre des engagements pris suite aux actions de plaidoyer en santé de la reproduction menée par les jeunes. Au Mali, l'implication de certaines couches de la communauté a été citée comme facteur clé pour la réussite des actions de plaidoyer, plus précisément les leaders communautaires et religieux.
Les barrières envers les activités de plaidoyer mentionnées par les jeunes incluent entre autres le manque de confiance en soi des jeunes, la peur d'être mal jugés par les adultes, les besoins financiers et leur implication à un stade avancé du processus de plaidoyer. La participation des jeunes n'est souvent pas pratiquée à toutes les étapes du processus de plaidoyer et ne peut donc pas être considérée comme un plaidoyer mené par les jeunes.

# Conclusion

Au Mali, une multitude de structures et d'organisations formelles et informelles, dirigées par des jeunes et des adultes, plaident activement en faveur de l'amélioration de la SDSR des jeunes. Alors que les acteurs tentent d'impliquer les jeunes afin qu'ils soient acteurs pour leur propre bien être, on note des niveaux d'implication des jeunes pas suffisants selon les jeunes eux-mêmes et selon certains acteurs. La phrase clé « toute action faite sans moi est contre moi » est revenue régulièrement dans les entretiens et discussions avec les jeunes et les informateurs clés, alors que les jeunes affirment être les mieux informés pour comprendre les problèmes et proposer des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés. Par conséquent, les facteurs de succès du plaidoyer des jeunes incluent l'implication des jeunes dans toutes les étapes du processus de plaidoyer, ainsi que soutiens tecniques et financier des ONG, la connaissance de potentiels décideurs, et la confiance des adultes.

# ACRONYMES

| | |
|---|---|
| EIA | Entretien individuel approfondi |
| KIT | Institut Royal des Tropiques |
| MGF | Mutilations génitales féminines |
| ONASR | Office national de la santé de la reproduction |
| SR | Santé de la reproduction |
| VBG | Violence basée sur le genre |
| VIH/SIDA | Virus de l'immunodéficience Humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise |

# INTRODUCTION

« Rien sur nous, sans nous. », voilà l'accroche souvent utilisée pour démontrer la nécessité d'impliquer les jeunes dans l'élaboration des programmes et des politiques qui les concernent. Et cet adage n'est pas sans raison. L'engagement significatif des jeunes dans les décisions qui les concernent a des effets positifs sur l'autonomisation et l'engagement civique des jeunes, ainsi que sur leur santé et leur développement et ceux de leurs communautés (1–3) . En outre, au niveau des programmes, une participation significative des jeunes a influencé positivement la capacité des organisations et de leur personnel à institutionnaliser une participation significative des jeunes et à fournir des services en santé de la reproduction adaptés aux jeunes (2,4,5) . La participation des jeunes peut donc avoir des effets positifs pour les jeunes eux-mêmes et sur la conception des services. Bien que les connaissances sur la participation significative des jeunes et ses effets positifs soient de plus en plus nombreuses et acceptées, la participation et les efforts des jeunes ne sont souvent pas bien documentés. En même temps, les jeunes ne sont souvent impliqués que dans une partie de l'élaboration des stratégies et des politiques.

Dans d'autres contextes, nous savons que les jeunes sont bien motivés pour s'engager dans les efforts de plaidoyer et les programmes qui les concernent.
La principale motivation pour laquelle les jeunes s'engagent dans le plaidoyer est d'influencer la société et les décideurs politiques sur des questions qui sont importantes pour eux et le souhait de lutter pour le changement social. Lors d'une table ronde virtuelle, le personnel des « Youth Hubs « (fr : plateformes de jeunes) du SRHR Africa Trust (SAT) a identifié divers thèmes pour le plaidoyer des jeunes, tels que la santé menstruelle des filles, notamment en dirigeant des modèles d'entrepreneuriat social de produits sanitaires réutilisables ; le mentorat d'autres adolescents ; l'amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive sans discrimination, l'utilisation d'applications

technologiques innovantes pour les services de santé sexuelle et reproductive et la sensibilisation dans les écoles (6) . Les jeunes sont motivés à se battre pour les questions de santé sexuelle et reproductive en raison d'expériences personnelles, comme le fait d'avoir été confronté au mariage d'enfants et d'avoir rencontré des obstacles lors de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, et de ne pas vouloir que d'autres soient confrontés à la même chose (6,7). En outre, le devoir ressenti de soutenir le développement communautaire et national et la volonté d'être un modèle étaient des motivations importantes pour s'engager dans des processus de plaidoyer ou d'élaboration de politiques (7) . Parmi les autres motivations personnelles citées par les jeunes du Malawi, citons la reconnaissance de leurs efforts, l'octroi d'allocations et la possibilité d'acquérir de l'expérience ou un futur emploi (7) .

Les efforts des jeunes ne sont toutefois pas sans difficultés. La littérature met en évidence les problèmes suivants : le manque de confiance et de respect pour les perspectives des jeunes ; les normes de genre limitant les jeunes à plaider pour la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) en particulier ; la garantie que la jeunesse dans toute sa diversité est représentée de manière égale et équitable ; la dynamique intergénérationnelle ; la participation significative à toutes les étapes du plaidoyer ; et la pérennisation des initiatives de plaidoyer des jeunes (2,6–11).

Les données disponibles sur le plaidoyer des jeunes, leurs succès et contraintes au Mali étant limitées, cette étude vise à explorer la manière dont les jeunes plaident pour la santé et les droits sexuels et reproductifs au niveau régional et national. L'Institut Royale des Tropiques (KIT) a donc mis en place une étude dans le cadre du programme Break Free ! qui vise à comprendre les structures formelles et informelles du plaidoyer des jeunes, le mode de fonctionnement de ces groupes, leurs caractéristiques qui les rendent efficaces mais aussi d'apprendre de ce qui peut les freiner du point de vue des jeunes eux-mêmes. Une attention particulière était accordée à la durabilité des initiatives.

# OBJECTIFS

## 01 Général

Explorer comment les jeunes plaident pour la SDSR au niveau régional et national afin d'orienter les programmes de plaidoyer au Mali.

## 02 Spécifiques

• Identifier qui sont les principaux acteurs du plaidoyer mené par les jeunes au Mali aux niveaux national et régional ;

• Identifier les modalités (moyens, structures) du plaidoyer mené par les jeunes et la participation des jeunes aux initiatives de plaidoyer existantes sur la SDSR ;

• Explorer les motivations des jeunes à participer au plaidoyer ;

• Analyser les facteurs de succès et les contraintes d'un plaidoyer efficace mené par les jeunes

• Fournir des recommandations sur la meilleure façon de faciliter le plaidoyer des jeunes dans le programme « Break Free ! ».

# MÉTHODOLOGIE

## 01 Sites étudiés

La recherche a eu lieu dans le district de Bamako et dans les régions de Kita et Bougouni au Mali. Ces sites ont été sélectionnés suite à une cartographie des intervenants en plaidoyer pour la SDSR des jeunes au Mali et en conformité avec les zones de mise en œuvre du programme Break Free.

## 02 Méthode d'études

Nous avons utilisé une approche qualitative basée sur des entretiens individuels approfondis (EIA) avec les informateurs clés et défenseurs des jeunes et des discussions de groupe focalisées avec des groupes mixtes de filles et garçons (15-24 ans) appartenant à des groupes d'acteurs autour de la SDSR des jeunes. Nous avons effectué 3 groupes de discussions dont 1 à Bamako, 1 à Kita et 1 à Bougouni. Concernant les entretiens individuels approfondis, nous en avons réalisé 10 dont 1 à Kita, 1 à Bougouni et 8 à Bamako. Lors des groupes de discussions, un exercice de réflexion était prévu au début de la discussion pour permettre aux jeunes de définir le plaidoyer et de donner leurs points de vue sur la question.

## 03 Traitements et analyses des données

Les entretiens et les discussions de groupe ont été enregistrés après consentement des participants. Ils ont été transcrits mot à mot. L'analyse des données a été réalisée à l'aide du logiciel Nvivo et un cadre de codage a été élaboré sur la base des guides thématiques. Les thèmes émergents ont été ajoutés. L'analyse et la rédaction ont été menées en collaboration entre la chercheuse nationale du Mali et la chercheuse du KIT. Les résultats préliminaires ont été discutés avec le groupe de référence, après quoi leurs commentaires et leurs contributions ont été intégrés dans le rapport final.

## 04 Assurance qualité

Tout au long de l'étude, et en particulier pendant la collecte des données, une communication régulière a eu lieu entre la chercheuse malienne et la chercheuse du KIT. Après la collecte des données, un contrôle de la qualité des transcriptions a été effectué par la chercheuse qui n'avait pas participé à la collecte des données, tandis que le codage et l'analyse a été effectué ensemble par l'équipe de recherche. Une troisième chercheuse était responsable de l'assurance qualité et a procédé à une révision par les pairs du rapport. Le groupe de référence qui était composé d'un membre de chaque organisation du consortium au Mali a également joué un rôle d'assurance qualité, notamment lors de l'identification des participants et en révisant le rapport préliminaire.

## 05 Considérations éthiques

Avant le début de toute activité de terrain dans le cadre de cette étude, nous avons d'abord soumis le protocole au comité d'éthique de la faculté de médecine et d'odontostomatologie de Bamako. Suite à l'approbation du protocole par ce comité d'éthique, nous avons ensuite commencé par recruter les participants en ligne et par téléphone. Une fois que le participant était intéressé par participer à l'étude, nous convenions d'un lieu et moment pour le réaliser. Une fois en face des participants, nous expliquions toute la recherche, des objectifs de l'étude aux risques et bénéfices potentiels pour les participants ainsi que les mesures mises en place pour assurer la confidentialité des données et des participants. Les données étaient enregistrées par un dictaphone mais uniquement après avoir expliqué cela aux participants et obtenu leur autorisation. Une fois que le potentiel participant avait compris toute l'étude et les implications de sa participation, il était invité à donner un consentement libre et éclairé écrit. Pour les participants qui avaient moins de 18 ans, nous invitons leurs tuteurs légaux à donner le consentement libre et éclairé écrit à la suite de l'assentiment de l'adolescent lui-même.

# RÉSULTATS

Au total, nous avons discuté avec 25 jeunes dont 14 filles et 11 garçons et 7 acteurs clés dont 2 femmes (Tableau 1). Ce qui fait un nombre total de 32 participants avec les 7 acteurs clés en entretien individuel approfondi, 3 en entretien individuel approfondi avec les jeunes et 3 groupes de discussion avec les jeunes.
Dans les groupes de discussion, nous avons eu 8 jeunes pour deux groupes et 6 jeunes pour un groupe. Les expériences en plaidoyer sont à peu près similaires aussi bien chez les jeunes que chez les acteurs clés. Ceci s'explique par le fait que la plupart des acteurs clés ont été des défenseurs de jeunes avant d'évoluer avec des structures en tant qu'acteurs clés pour le plaidoyer des jeunes. Les jeunes sont dans des groupements mis en place pour défendre les droits des jeunes et promouvoir leur développement en lien avec les problèmes qu'ils ont au sein de la société par rapport à leur santé sexuelle et reproductive.

| Tableau 1. Données démographiques et expériences avec le plaidoyer | Défenseurs jeunes | Acteur clés |
|---|---|---|
| Nombre | 25 | 7 |
| Tranches d'âges | 14 -24 ans | 25 - 52 ans |
| Niveau d'étude | Fondamental-Supérieur | Sécondaire-Supérieur |
| Rôle dans le plaidoyer | Membres de groupements de jeunes | Anciens membres de groupements de jeunes, membres d'associations et ONG |
| Expériences de plaidoyer | Sensibilisation, animation, influences de décisions | Sensibilisation, influence de décisions, soutien au plaidoyer mené par les jeunes |

# PRINCIPAUX ACTEURS

Les principaux acteurs en termes de plaidoyer en SDSR au Mali sont généralement des organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent avec des associations ou regroupements de jeunes (Figure 1).
L'Etat intervient également à travers quelques structures mais en s'appuyant toujours sur les regroupements de jeunes. Les principaux domaines d'intervention sont :
la protection et la défense des droits et devoirs des enfants, la planification familiale, la lutte contre les violence basée sur le genre (VBG) et les mutilations génitales féminines (MGF), le mariage précoce et/ou forcé, l'autonomisation des filles et femmes, la lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles ainsi que le leadership. Parmi ces organisations, il y en a qui œuvrent pour créer un cadre de concertation convivial entre les jeunes et les décideurs et des cadres de partage d'expériences entre les jeunes acteurs de plaidoyer.

Tous ces acteurs font du plaidoyer dans ces différentes thématiques selon leurs intérêts et tentent d'impliquer les jeunes afin qu'ils soient acteurs pour leur propre bien être. Cependant, on note des niveaux d'implication des jeunes pas suffisants selon les jeunes eux-mêmes et selon certains acteurs. Les jeunes sont pour la plupart impliqués à la fin du processus ou il faut présenter tel ou tel aspect devant les autorités afin d'obtenir un changement ou une amélioration au lieu de l'être depuis le début de l'initiative en contribuant à identifier les problèmes et les ébauches de solutions pour une meilleure résolution du problème. Il est à noter que certaines de ces organisations sont des groupements de jeunes mais qui sont appuyés par des ONG ou des associations.

# L’aperçu complet des acteurs se trouve à l’annexe 1

## Par les jeunes

Ces structures ou organisations sont entièrement dirigées par des jeunes et souvent aussi créées par les jeunes-mêmes.

- Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD)
- Association des Enfants et Jeunes Travailleurs du Mali (AEJT)
- AfriYAN
- Benbere
- Conseil Consultatif National des Enfants et Jeunes (CCNEJ)
- Conseil National de la Jeunesse (CNJ) de Kita
- Mouvement d'Action des Jeunes (MAJ)
- Parlement des Enfants au Mali
- Recherche National de la Jeunesse du Mali (RENAJEM)

## Avec les jeunes

Ces organisations ou groupes sont généralement initiés par des adultes mais travaillent en étroite collaboration avec des (groupes de) jeunes dans l'exécution de leurs activités ou projets.

- Association de défense des droits des aides ménagères et domestiques (ADDAD)
- Association pour la Promotion des Jeunes et Enfants Communicateurs (APJEC)
- Chaque Enfant Compte
- Citoyenneté-ELLES
- Club des filles de Bafoulabé
- Club des filles de Bougouni

## Pour les jeunes

Ces organisations ont les jeunes comme l'un de leurs groups cibles et organisent des activités auxquelles les jeunes peuvent participer et sur des sujets qui intéressent les jeunes. Elles n'impliquent généralement pas les jeunes dans la gestion des activités.

- Association Femmes Leadership et Développement Durable (AFLED)
- Association Femmes Solidarité et Action (AFSA)
- Association pour la préservation des droits de la jeune fille et son épanouissement (APDJFE) Kita Fédé
- Fédération Malienne des Associations des personnes Handicapées (FEMAPH) Muso/DEV
- Organisation des Jeunes Africains pour le Développement et l'Emergence (OIADE)

# Modalités du plaidoyer dirigé par les jeunes

Les jeunes interrogés en tant que informateurs clés ou lors des discussions de groupe ont exprimé des définitions différentes, bien que similaires, du plaidoyer dirigé par les jeunes. La figure 2 montre un nuage de mots avec les termes récurrents utilisés par les jeunes pour expliquer le plaidoyer mené par les jeunes. Un point commun qui a été exprimé est que le plaidoyer dirigé par les jeunes doit contribuer à un changement positif dans la vie des jeunes et qu'il prend en compte les préoccupations des jeunes. En outre, un sujet récurrent était que les jeunes aiment être impliqués dans la solution et qu'ils considèrent la proposition de solutions comme une partie essentielle de leurs efforts de plaidoyer.

Trois définitions spécifiques ont été données par des défenseurs des jeunes lors des entretiens et des discussions en groupe :

"Le plaidoyer mené par les jeunes, ce sont des actions d'influence portées par les jeunes. Le plaidoyer est fait pour influencer les décideurs pour la prise en compte de certaines préoccupations pour qu'ils puissent changer les choses, parce que c'est eux qui ont vraiment le pouvoir de changer les choses, donc nous, on ne peut que leur faire appel." **(EIA, informatrice clé, Bamako)**

"Le plaidoyer mené par les jeunes, c'est quand les jeunes portent des activités pour demander quelque chose qui change positivement la vie des jeunes. Les jeunes ont de nombreux problèmes, donc s'ils se réunissent, avec le soutien ou pas d'autres personnes, ils peuvent porter leurs voix auprès des décideurs, proposer des solutions et se battre pour que les autorités puissent prendre en compte l'exécution de ces solutions-là." **(EIA, informateur clé, Bamako)**

"Le plaidoyer, selon moi, est un moyen pour résoudre un problème identifié, donc dans le cas des jeunes c'est une action menée par les jeunes pour défendre une cause des jeunes. C'est-à-dire que les jeunes sont impliqués du début à la fin et ils sont les initiateurs." **(FGD avec jeunes, Kita)**

L'élément central de ces définitions est le fait que les jeunes sont impliqués du début à la fin et sont les initiateurs des démarches de plaidoyer. Ce point a été souligné par les adolescents et les jeunes lors de la discussion de groupe à Bamako, où une participante s'est exprimé comme suit : « les jeunes considèrent que le plaidoyer est dirigé par eux-mêmes, quand les jeunes sont impliqués depuis le début jusqu'à la fin, dès que l'initiative est prise pour les jeunes, certaines personnes peuvent les aider mais c'est eux qui sont au centre » (FGD avec jeunes, Bamako). Un autre informateur clé d'un réseau de jeunes au Mali a ajouté qu'il est important que les efforts de plaidoyer soient menés par des jeunes car des études ont montré leur succès par rapport au plaidoyer pour les jeunes. Une jeune militante d'une association de jeunes insiste sur l'importance du plaidoyer dirigé par les jeunes tout en expliquant la différence entre le plaidoyer par et pour les jeunes, comme l'illustre la citation ci-dessus.

> “Le plaidoyer fait par les jeunes n'est autre que quand les jeunes sont impliqués du début jusqu'à la fin, comme je l'avais dit, ils sont renforcés pour qu'eux-mêmes prennent les actions en main. Et quand le plaidoyer est fait pour les jeunes, il n'y a pas une grande participation des jeunes, les jeunes sont consultés un peu mais ce ne sont pas eux-mêmes qui font le plaidoyer. Comme un adage le dit : une chose faite sans moi est contre moi. Donc il vaut mieux aller vers le plaidoyer fait par les jeunes parce que c'est eux-mêmes qui savent quels sont leurs besoins et avec l'appui des adultes ils pourront chercher une solution ensemble.” **(EIA, informatrice clé, Bamako)**

Plusieurs jeunes et défenseurs des jeunes ont parlé d'activités de sensibilisation dans un sens ou l'autre lorsqu'on leur a demandé comment ils définissent le plaidoyer. Les actions mentionnées comprenaient
l'élaboration de document, demander des questions ou des conseils auprès d'un professeur, un chef de famille ou un docteur, ou le fait d'élever la voix si on sait que quelqu'un a été violé. La plupart de ces conceptions ont été exprimées lors d'une discussion en groupe avec une association de jeunes à Bougouni. D'autres ont toutefois souligné qu'il ne fallait pas confondre plaidoyer et sensibilisation. Une participante à la discussion de groupe à Kita a soulevé cette question : **« Tout ce que nous faisons pour le moment c'est de la sensibilisation et le plaidoyer va au-delà de tout ça. » (FGD avec jeunes, Kita).**

# Types d'initiatives et thèmes

Les informateurs clés et les jeunes défenseurs ont partagé différentes formes de plaidoyer et de sensibilisation qu'ils pratiquent. Les formes mentionnées comprennent les émissions de radio, la rédaction de documents, la réalisation de vidéos, l'organisation de campagnes en ligne, la danse et le théâtre, etc. Parmi les formes d'implication plus active des groupes cibles, citons les causeries et interpellations aux chefs de village et groupes de femmes, le lobbying auprès des leaders communautaires, des médecins et de la police, et l'organisation des dialogues communautaires par le biais de sketchs et de discours. Les activités de sensibilisation sont souvent combinées avec l'offre de services.

Une représentante d'un mouvement de jeunes a décrit leurs activités de sensibilisation comme il suit :

> "On organise des activités dans des quartiers avec l'autorisation du chef de quartier ou chef de village, et on va ensemble avec une clinique mobile, et dans les théâtres, ils expliquent aux eunes qu'on est venu pour eux et que les médicaments contre les infections et les médicaments de planning familial seront donnés gratuitement et que le dépistage du cancer du col de l'utérus est gratuit."
> **(EIA, informatrice clé)**

En ce qui concerne les thèmes défendus par les organisations et les mouvements de jeunesse, l'accent est mis sur la santé reproductive et les droits de l'enfant au sens large des termes. Il s'agit notamment du mariage d'enfants, la violence basée sur le genre, la violence faite aux femmes, des droits socio-économiques et de l'insertion socioprofessionnelle, mais aussi des grossesses précoces ou non-désirées, l'avortement clandestin, et les mutilations génitales et excisions. En outre, certaines organisations plaident pour la lutte contre le SIDA, l'accessibilité, l'utilisation et la disponibilité des contraceptifs, l'accès à l'information sur les infections sexuellement transmissibles et l'hygiène menstruelle, et l'accès aux services de santé pour les jeunes en général.

Le point commun de ces thèmes est que leur absence a un impact négatif sur la vie, l'autonomie et l'avenir des jeunes. Un représentant d'une organisation de jeunes explique que :

> "Ces filles font face à des violences qui compromettent leur avenir et c'est pour ça que nous faisons des plaidoyers pour qu'on laisse les filles continuer l'école jusqu'à ce qu'elles atteignent l'âge de maturité."
> **(EIA, jeune défenseur, Bamako).**

Les thèmes dépendent également des réalités vécues par les jeunes qui défendent leurs intérêts. Le jeune défenseur souligne que les thèmes défendus par les jeunes des zones rurales peuvent différer de ceux des zones urbaines, car leur accès aux contraceptifs est différent et les services de santé sont plus rares. De même, il peut y avoir des différences dans les thèmes que les garçons et les filles défendent, mais en général, les participants s'accordent à dire que les garçons et les filles font du plaidoyer ensemble pour une meilleure vie pour tous les jeunes.

Dans l'ensemble, les participants semblent s'accorder sur le déroulement de leurs efforts de sensibilisation et de plaidoyer à trois niveaux.

## 1 Premier niveau

Le premier niveau, le plus mentionné, consiste à sensibiliser et à faire pression sur les membres de la communauté pour qu'ils apportent de petits changements. Ce niveau consiste à établir une relation interpersonnelle avec les membres de la communauté afin de clarifier les conséquences des pratiques néfastes. Les écoles sont aussi régulièrement mentionnées comme des espaces pour faire de la sensibilisation sur les pratiques néfastes, mais aussi pour fournir des informations sur la santé de la reproduction. Les adolescents plus âgés sont particulièrement ciblés à la fin du lycée ou deuxième cycle et les jeunes adultes aux universités.
Les médias (sociaux) ont été mentionnés par un seul informateur clé représentant un réseau de jeunes comme un moyen de sensibilisation. Il a expliqué qu'ils produisent des vidéos, des émissions de télévision et de radio pour atteindre les communautés. Une autre informatrice clé explique pourquoi la sensibilisation est importante selon elle :

> "Parce que pour défendre les droits des enfants il faut que les enfants sachent ce que c'est que leurs droits, […]. Nous faisons des sensibilisations pour leur dire que ce n'est pas parce que tu n'as pas été à l'école que tes informations doivent être limitées et que même si tu n'as pas été à l'école on est là pour leur expliquer tout ce qu'ils doivent savoir."
> **(EIA, informatrice clé, Bamako).**

En outre, un jeune défenseur de Bamako a souligné que, pour lui, la sensibilisation avait plus d'impact que le plaidoyer car elle mobilisait de nouveaux jeunes pour « rejoindre le navire de l'association pour faire pareil ».

## 2 Deuxième niveau

Le deuxième niveau consiste en une sensibilisation et un plaidoyer auprès des leaders communautaires, des maires, des imams et des autorités locales. Le plaidoyer à ce niveau est principalement fait pour trouver des alliés afin d'apporter un changement dans les communautés. Une jeune, lors d'une discussion en groupe avec une organisation de jeunes, déclare :

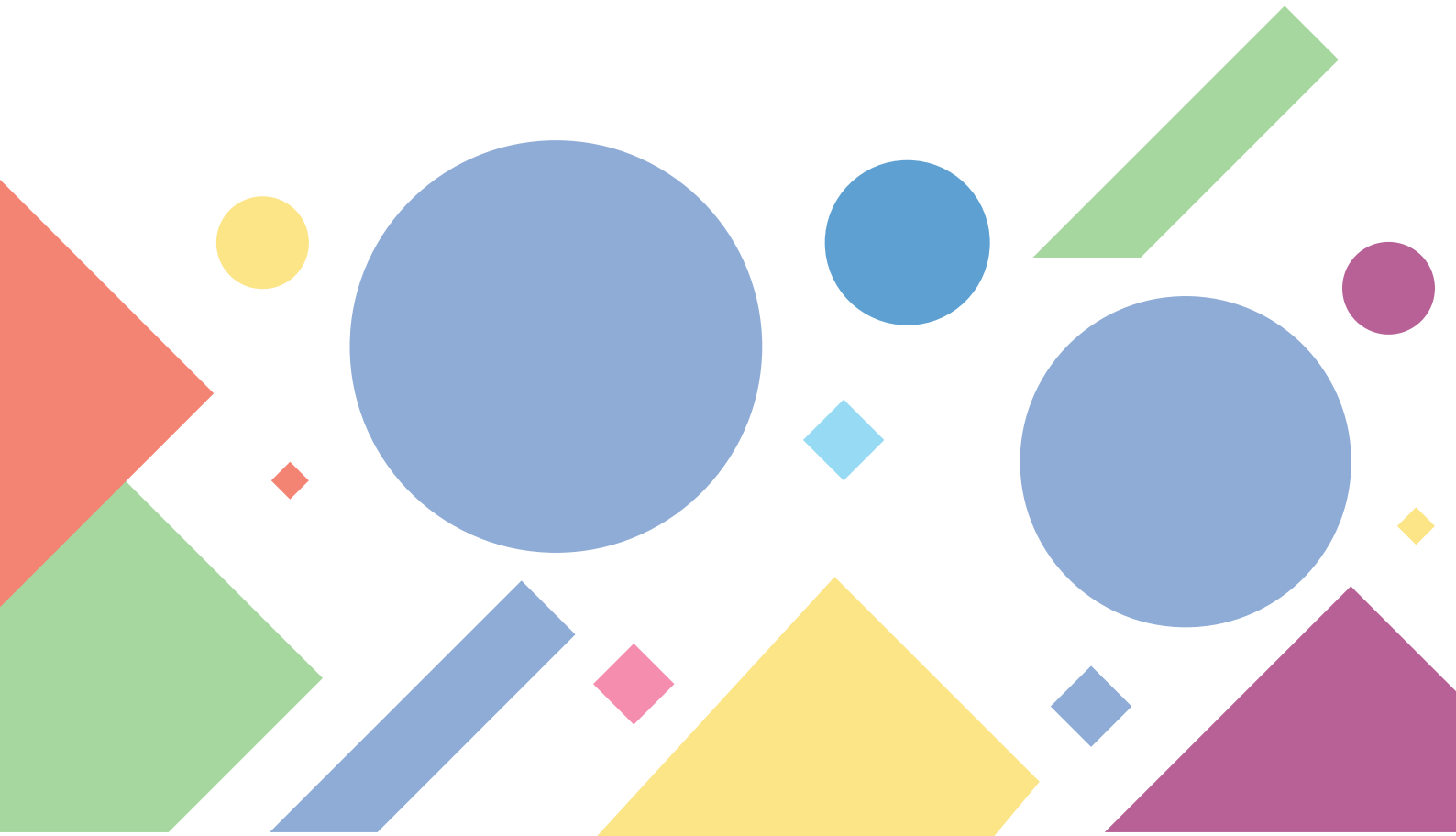
> "Ce sont eux qui peuvent nous aider à trouver une solution aux problèmes que nous avons recensé dans notre communauté."
> **(FGD avec jeunes, Bamako).**

## 3 Troisième niveau

Le troisième et ultime niveau est celui du lobbying et du plaidoyer auprès des décideurs et des autorités nationales et parfois même sous-régionales et internationales. Seulement deux représentants des organisations ou réseaux de jeunes ont parlé de ce niveau de plaidoyer lors de leurs entretiens. Ils ont expliqué que ce type de plaidoyer est souvent réalisé lors de journées nationales ou internationales au cours desquelles ils s'adressent aux décideurs pour qu'ils les rejoignent dans la lutte contre les pratiques néfastes telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et le travail des enfants, et qu'ils adaptent la législation en la matière.

Ces décideurs comprennent les autorités nationales, les autorités religieuses et traditionnelles. Plus précisément, un informateur explique que son réseau plaide au niveau présidentiel et auprès des députés qui ont une influence sur la modification de la législation. Il raconte :

> “ça fait des années que les jeunes se battent pour avoir une loi sur la violence basée sur le genre, la mutilation génitale féminine, pour une loi qui octroie un pourcentage consistant aux jeunes pour les postes nominatifs et électifs. Le plaidoyer est fait aussi au niveau des autorités coutumières et traditionnelles pour l'abandon de certaines pratiques néfastes” **(EIA, informateur clé, Bamako).**



# Moyens de collaboration entre jeunes et adultes

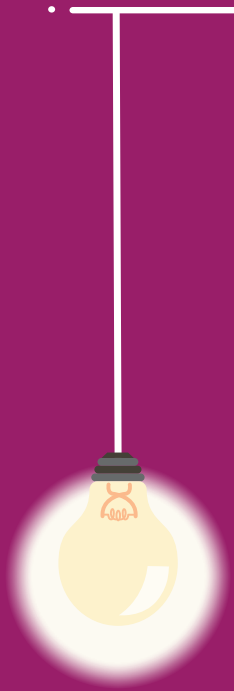
La collaboration entre les jeunes et les adultes, ou entre les organisations dirigées par des jeunes et les ONG pas dirigées par des jeunes (Figure 3), se déroule principalement au niveau financier et technique. Plusieurs participants expliquent qu'ils sont soutenus financièrement par d'autres ONG, souvent internationales, pour mener à bien leurs activités.
Les réseaux basés sur le volontariat sont particulièrement dépendants de ces ONG internationales.En outre, les organisations non dirigées par des jeunes renforcent les capacités des organisations et associations dirigées par des jeunes pour soutenir leur viabilité
et renforçant leurs collaborations. Les exemples fournis par les informateurs clés et les défenseurs jeunes sont les stratégies de plaidoyer, les techniques de communication sur les questions de santé reproductive, les thématiques comme le mariage d'enfants, les MGF, les IST, etc.
Les connaissances et les capacités acquises lors de ces sessions sont à leur tour transmises à d'autres jeunes, ce qui donne vie à un système d'éducation par les pairs.
Une informatrice clé d'une association de jeunes à Bamako explique :

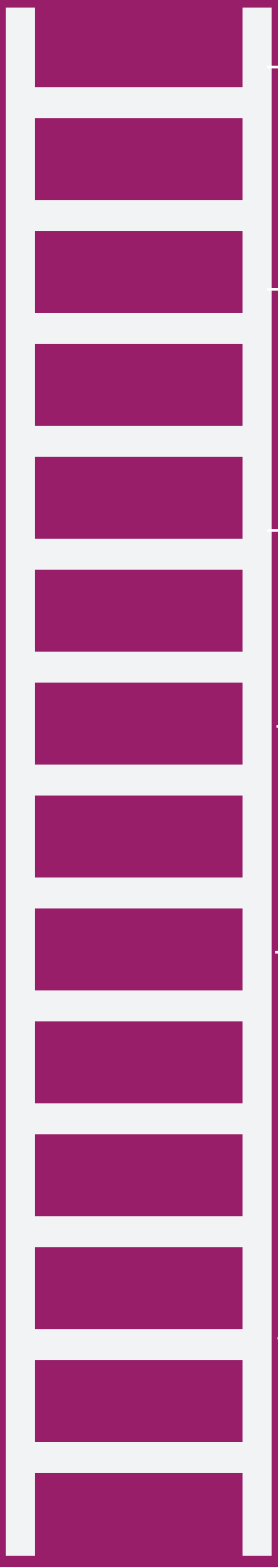
> "Avec les jeunes dans un premier temps pour ceux qui n'ont pas l'information, on fait un petit rappel et ensemble on identifie les défis et les solutions à apporter aux jeunes qui font le plaidoyer."
> **(EIA, informatrice clé, Bamako)**

Seuls trois informateurs clés ont indiqué qu'ils collaborent avec d'autres ONG dirigées par des adultes sur les efforts de plaidoyer dans un type de partenariat. Dans ces partenariats jeunes-adultes, les jeunes sont impliqués dans toutes les étapes du plaidoyer, depuis l'élaboration des idées jusqu'à leur mise en œuvre sur un pied égalitaire. Cela signifie qu'ils jouissent d'un plein pouvoir de décision. Cette participation significative aux collaborations entre jeunes et adultes ne va cependant pas de soi. Un représentant d'un réseau dirigé par des jeunes en montre également l'autre facette, comme l'illustre la citation ci-dessous.

> "Les jeunes proposent, se battent, mais malheureusement ce sont les autres qui décident. C'est pour ça qu'on demande une loi qui offre un pourcentage élevé aux postes nominatifs électifs aux jeunes pour qu'ils puissent être dans les instances de décision.
> Même les grands projets qui viennent au Mali, dans les instances de décision les jeunes ne sont pas représentés, et il n'y a même pas longtemps j'ai été à un panel et j'ai fait un plaidoyer dans ce sens, pour que les jeunes puissent être dans les organes décisionnel, mais malheureusement les jeunes ne décident pas."
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

# Participation égalitaire





8-Prise de décision en commun

7-Initiative et direction des jeunes

6-Initiative

5-Consulatation et information des jeunes

4-Information des jeunes et délégation de certaines fonctions

3-Participation Symbolique

2-Participation à titre décoratif

1-Manipulation des jeunes

Aucun des participants ne pensait que cela ferait une différence qu'un jeune soit marié ou non. L'un d'entre eux a même donné l'exemple de leur coordinateur qui a eu un enfant et a continué à défendre les droits des jeunes tout de même. Le fait d'avoir un handicap ne semble pas non plus freiner les jeunes dans leurs efforts de plaidoyer. Bien qu'ils puissent avoir besoin d'un accompagnement plus important ou d'aides physiques, les organisations où ces jeunes sont actifs prennent les mesures nécessaires pour améliorer leur participation. Par exemple, l'informateur clé d'un réseau de jeunes explique que pour les activités auxquelles ils savent que des personnes sourdes participeront, ils prévoient un interprète en langue des signes et choisissent les lieux de leurs activités en fonction de l'accessibilité.
L'une des conditions préalables à une participation égale des jeunes dans toute leur diversité est le respect et l'engagement mutuels des autres jeunes et des adultes qui les soutiennent, comme l'illustre la citation ci-dessous:

"Il faut que les jeunes se comprennent, se respectent mutuellement, respectent l'égalité genre entre homme et femme, les personnes en situation de handicap qu'ils aillent en groupe inclusif, détectent le besoin de tout un chacun de porter un plaidoyer auprès des autorités en prenant en compte les besoins de tout type de jeunes sans aucune forme d'exclusion. "
(EIA, informatrice clé, Bamako)

"Il existe des différences dans la participation des différents groupes de jeunes aux activités de plaidoyer, bien que la majorité des personnes interrogées indiquent qu'elles essaient d'impliquer tous les jeunes de manière égale. Cependant, un informateur clé d'une association de jeunes explique que les jeunes vivant dans les zones rurales ont moins de possibilités de s'engager dans le plaidoyer national qui se déroule généralement dans la capitale. Ils sont donc souvent limités à un plaidoyer au niveau local avec moins de ressources. Il explique : « de la même manière oui mais a des niveau différents parce que les jeunes du milieu rural font le plaidoyer seulement au niveau local parce que pour venir faire un plaidoyer ici ça va demander des ressources  alors que les jeunes en milieu urbain peuvent aller voir les ministères, le premier ministre, le président,... "
(EIA, jeune défenseur, Bamako).

"Une informatrice a parlé des difficultés que rencontrent les jeunes sans éducation lorsqu'ils font du plaidoyer. Elle explique qu'ils peuvent participer aux activités, mais que pour accéder aux échelons supérieurs, un certain niveau d'éducation, y compris la capacité à lire et à écrire, est requis. Elle mentionne : « il faut communiquer pour influencer le comportement de la communauté,  et je communique parce que je l'ai apprise à l'école. Par contre, un jeune qui n'a pas été à l'école peut faire du plaidoyer mais ne pourra pas occuper des postes de responsabilités au sein des groupements car ces postes demandent un certain niveau pour pouvoir échanger avec tout le monde. » (EIA, jeune défenseur, Kita). Un autre informateur clé abonde dans le même sens en disant : « Ce qui peut faire la différence peut être le rôle que tu joues par exemple que la présidente nationale soit une personne qui n'est pas allée à l'école n'est pas facile sinon même si tu n'es pas parti à l'école tu peux faire partie de [notre mouvement] et c'est pourquoi on a une troupe qui ne font que la danse et tout ce qui est l'art"
(EIA, informatrice clé, Bamako)

# Motivations des jeunes

Les jeunes font le plaidoyer en SDSR car selon les participants, les jeunes ont besoin d'infomations sur la SDSR pour éviter les infections et les grossesses précoces et/ou non-désirées. Les jeunes affirment qu'ils ont beaucoup de problèmes en SDSR et que seuls les jeunes sont mieux informés sur l'existence de ces problèmes et que sans leurs implications, les problèmes ne pourraient être résolus comme il le faut. Les acteurs clés impliquent les jeunes dans le plaidoyer car selon eux les jeunes sont plus créatifs et sont plus écoutés par les décideurs; donc ils ont plus d'influence quand il s'agit de problèmes les concernant.

## Différences en motivation

La plupart des répondants estiment que les filles et les garçons ont le même type ou niveau de motivation pour mener le plaidoyer en SDSR. Ils soutiennent cela par le fait que les filles et les garçons sont tous concernes par la question et qu'ils font la lutte ensemble sans aucune forme de discrimination afin que chacun puisse jouir de ses droits en SDSR.

Par contre, quelques répondants soutiennent le fait que les filles et les garçons n'ont pas le même type de motivation car n'ayant pas les mêmes types de problèmes en SDSR. Ils ajoutent qu'ils mènent le plaidoyer ensemble sans discrimination, mais en ayant des niveaux de motivation différents. Les deux citations suivantes montrent ces opinions opposées.

> "Je dirais qu'ils défendent les mêmes intérêts et se complètent. Par exemple, l'excision c'est les filles qui défendent ce sujet mais les garçons les soutiennent et ne veulent pas que les filles soient exposées et ont de la compassion pour les filles, ils sont d'accord pour avoir un centre d'orientation, pour l'utilisation des projets contraceptifs, sur le fait qu'il faut éviter les grossesses non désirées."
> **(EIA, jeune défenseur, Kita)**

> "Souvent ils n'ont pas les mêmes problèmes, donc ils peuvent aussi ne pas avoir les mêmes motivations. On peut majoritairement avoir les filles qui se battent contre la mutilation génitale parce que ce sujet touche plus les filles que les garçons, et ce sont les filles qui font du plaidoyer pour avoir une loi sur la mutilation génitale parce que ces violences touchent majoritairement les filles que les garçons. Donc ces deux couches n'ont pas les mêmes problèmes et n'ont pas les mêmes motivations."
> **(EIA, informatrice clé, Bamako)**

D'autres participants expliquent aussi les raisons au fait de voir plus de filles impliquées dans les actions de plaidoyer en SDSR par le fait que les filles ont des thématiques spécifiques les concernant mais qu'elles sont aussi victimes d'accusation de la société lorsqu'il y a un viol ou autre agression sexuelle. Toute la responsabilité est donc rejetée sur la fille et elle n'a pas de soutien pour démentir les faits. Selon les participants, cela constitue les raisons d'une motivation plus forte des filles, mais aussi d' une sollicitation des acteurs pour les filles.

## Importance de la participation des jeunes

Selon les répondants, la participation des jeunes dans les actions de plaidoyer en SDSR est très importante et cela pour plusieurs raisons. Parmi ces raisons, ils expliquent que les jeunes connaissent mieux ce qu'ils ont comme problèmes car ils sont ceux qui vivent ces problème et ont certainement les meilleures propositions de solutions pour résoudre ces problèmes. Pour la plupart des répondants, mener des actions de plaidoyer sans impliquer les jeunes dans toutes les étapes du processus n'est pas du tout adapté pour avoir des résultats cohérents avec les besoins des jeunes, comme exprimé par une jeune de Kita :

> “Oui je pense qu’il est très important d’impliquer les jeunes dans les actions de plaidoyer menées par les jeunes. Ces actions sont faites par les jeunes et pour leur développement, donc si on ne les implique pas, il se pourrait que les actions soient inutiles. Ce n’est qu’en impliquant les jeunes que nous arrivons à connaître les problèmes réels des jeunes et proposer des solutions qui les conviennent. Donc il est très important de les impliquer et cela du début à la fin du processus et qu’ils soient les principaux acteurs.”
> **(EIA, jeune défenseur, Kita)**

Selon des répondants, toute action de plaidoyer menée pour le bien-être des jeunes doit être dirigée par les jeunes car sans cela, tout ce qui serait entrepris pourrait aller contre le bien être des jeunes :

> “Bien sûr que la participation des jeunes est importante parce que le plaidoyer est fait pour les jeunes , si ça ne se fait pas par eux même ça peut se faire contre eux , personne ne peut comprendre le problème des jeunes mieux que les jeunes et personne ne peut mieux proposer de solution que les jeunes eux même. Donc c'est important de les impliquer pour qu’eux même puissent porter leurs voix et proposer eux même leurs solutions.”
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

# FACTEURS DE SUCCÈS ET CONTRAINTES

Dans les actions de plaidoyer, les participants ont mentionné plusieurs facteurs qui sont soit pour le succès de l'action de plaidoyer, soit qui sont des contraintes pour la réussite du plaidoyer. Parmi les facteurs de succès, il y a la connaissance et la maîtrise du problème pour lequel on doit plaider; la connaissance des potentiels décideurs qui peuvent changer les choses; la maîtrise de la parole devant les adultes et le soutien technique et financier des ONG. Il a été aussi mentionné que le financement pour faire le plaidoyer doit être d'une source sûre et durable pour pouvoir maintenir les acquis. En termes de contraintes, les points essentiels ressortis des entretiens ont été le manque de confiance en soi des jeunes; l'insuffisance de soutien de la part des adultes; l'implication des jeunes à des moments précis de l'action du plaidoyer au lieu de les impliquer dans tout le processus. La question de financement durable a été aussi mentionnée.

**Exemple de réussite : Plaidoyer pour la gratuité des produits de la santé de la reproduction**

Chaque Année, il y a un grand changement au niveau de l'Etat par rapport à la santé de la reproduction grâce aux plaidoyers que les jeunes menons. Le président national du réseau des jeunes ambassadeurs pour la santé de la reproduction et de la planification familiale a pris l'exemple sur la gratuité des produits de la santé de la reproduction. C'est un plaidoyer qui a été initié par le réseau des jeunes ambassadeurs pour que les produits SR puissent être gratuits au Mali pour les jeunes et les adolescents. Pour que ce plaidoyer puisse aboutir, l'Etat a pris un engagement pour que les produits de la SR et PF puissent être gratuit d'ici 2023. Pour promouvoir l'accessibilité de ces produits et services, l'Etat a commencé la mise en place et l'amélioration de centres jeunes, par exemple dans les régions, au sein des hôpitaux régionaux. Il y a un prestataire et une zone clinique pour accueillir les jeunes pour qu'ils puissent aller gérer leurs besoins en matière de santé de la reproduction, les infections, les produits de contraceptifs etc. Tout ça est mis en place pour que les jeunes ne soient pas mélangés à d'autres personnes par crainte qu'ils ne croisent un parent à eux dans les hôpitaux publics qui puissent faire qu'ils refusent d'y aller.

# Facteurs de succès

Lors des discussions avec les jeunes, ils ont exprimé le besoin en formation comme élément clé du succès des actions de plaidoyer mené par les jeunes. Par la formation, ils font référence à la prise de parole devant les adultes, l'identification de leurs priorités en termes de santé sexuelle et reproductive. Ils ont également mentionné le soutien des adultes à leur endroit pour plus de motivation.

De plus, la nature des structures qui soutiennent les actions de plaidoyer des jeunes a été citée comme facteur de succès par les jeunes pour les actions de plaidoyer. Selon eux, lorsqu'ils sont appuyés par les organisations internationales, ils ont plus de soutien financier et plus d'encadrement; ce qui contribuerait fortement à la réussite du plaidoyer. En plus de cela, les jeunes pensent que ces organisations leur permettent un accès plus facile aux décideurs, comme l'explique un défenseur jeune :

> "Quand le plaidoyer est organisé par une ONG, ça crée beaucoup plus d'impact en terme de création de ressources et ça nous permet d'avoir accès à nos autorités plus rapidement et de comprendre la nécessité de l'action qui est menée. Parce que quand nous le faisons-nous même sans soutien d'une organisation on est confrontés à beaucoup d'obstacles, mais si c'est soutenu par une organisation internationale ça crée plus d'impacts et ça nous permet d'encadrer le travail, ça nous permet d'améliorer le contenu en termes de plaidoyer."
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

Un autre aspect important évoqué était la sensibilisation de l'audience. Selon les jeunes, si les décideurs sont sensibilisés aux problèmes pour lesquels ils mènent le plaidoyer, ils seront plus enclins à les écouter et à vouloir contribuer à faire changer les choses. Les jeunes affirment aussi qu'il est crucial pour la réussite du plaidoyer d'avoir des sources de financement au niveau national et ne pas dépendre uniquement des partenaires dont l'appui n'est que momentané. Un acteur clé éclaircit :

> "Il faut encourager la mobilisation nationale des ressources parce que si un jour les partenaires externes ne financent plus, ça va être difficile pour notre pays, donc on a appris cette leçon-là, les partenaires sont là pour un moment donné."
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

Les jeunes sont convaincus que la clé du succès des actions de plaidoyer en SDSR des jeunes est la participation des jeunes. Pour cela, ils pensent que les structures de soutien doivent leur faire confiance et que les adultes doivent accepter de les écouter sans jugement tout en respectant la diversité parmi les jeunes afin que chacun puisse être représenté.

# Soutien de la communauté

Au sein de la communauté, les jeunes ainsi que les acteurs clés expliquent qu'ils bénéficient de soutien pour mener les actions de plaidoyer en SDSR seulement si cette communauté est au préalable sensibilisée sur les problèmes qu'ils cherchent à résoudre. Quand l'audience ne perçoit pas le problème à résoudre comme étant un problème, ce sont les actions de plaidoyer menées qui seront perçues comme sources de problèmes dans la communauté. Donc suite à une bonne sensibilisation, ils parviennent à obtenir le soutien de la communauté y compris celui des leaders religieux qu'ils considèrent comme étant incontournable si on veut atteindre des résultats. Sans cette étape de sensibilisation, les acteurs du plaidoyer, qu'ils soient jeunes ou acteurs clés se retrouvent dans une situation de rejet par la communauté, selon les répondants. Pour cela, les jeunes affirment qu'il faudrait rester motivé et ne pas se décourager tout en essayant de renforcer la sensibilisation pour avoir plus d'adhésion de la part de la communauté. Les citations suivantes montrent clairement ces défis :

> "Sur la santé de la reproduction les alliés que nous avons et qui peuvent beaucoup nous aider ça c'est dans la phase de négociation et de sensibilisation, parce qu'au Mali ici il faut avoir comme allié les leaders religieux parce que sans eux comme allié rien ne va aboutir."
> **(FGD avec jeunes, Bamako)**

> "Tu trouveras que ta cible n'est pas bien renseignée en matière de santé de la reproduction donc tu dois pouvoir les convaincre et souvent ce n'est pas facile. Certains ne l'accueillent pas bien, ne te parlent pas bien donc tu dois tout faire pour garder ton calme et pouvoir sensibiliser la personne."
> **(FGD avec jeunes, Bamako)**

# Soutien des décideurs

Selon les répondants, pour obtenir le soutien des décideurs dans la mise en œuvre des actions de plaidoyer, il faudrait que les acteurs du plaidoyer se mettent en synergie en unissant leurs forces et en menant de grandes campagnes de sensibilisation où ils dénoncent les problèmes liés à la SDSR des jeunes. Pour eux, les actions isolées aboutissent peu pour l'engagement des décideurs. Certains participants pensent qu'il faudrait aussi composer avec les partenaires techniques et financiers qui peuvent conditionner l'octroi de financement à une forte implication des jeunes pour défendre leurs droits en termes de SDSR. Ici aussi la question de sensibilisation revient, les participants affirment que si les décideurs sont bien sensibilisés, ils peuvent mieux donner leur soutien aux actions de plaidoyer, ainsi qu'un acteur clé précise :

“Ce qu'il faut c'est beaucoup travailler sur les acteurs législatifs comme les députés qui sont appelés au niveau du CNT, les conseillers. Il faut faire en sorte que ces gens puissent s'approprier les questions de santé de la reproduction parce que la dernière fois, ça a été très difficile de les mobiliser. Dès qu'ils ont entendu parler de la santé de la reproduction, santé sexuelle, ils ont décliné les choses de façon diplomatique, donc il faut beaucoup travailler avec ces gens pour les orienter pour qu'ils puissent prendre leurs responsabilités et qu'ils ne craignent pas d'aborder ces questions-là.”
**(EIA, informateur clé, Bamako)**

Les participants ajoutent que pour plus de résultats dans les actions de plaidoyer qu'il faudrait agir aussi sur les textes existants pour les adapter à leur cause et même pour en créer s'il le faut. Ils ont mentionné que des efforts ont été fait en ce sens par le gouvernement suite à des actions de plaidoyer qu'ils ont mené en synergie d'action. Les répondants affirment que les décideurs ont parfois peur de s'engager dans des luttes portant sur des thématiques de la SDSR à cause de potentielles réactions de la population. Donc ils pensent qu'il faut beaucoup travailler avec ces décideurs afin qu'ils comprennent la portée de leur lutte et les problèmes qui pourraient survenir si cette lutte n'est pas soutenue.

Parmi les jeunes, certains pensent qu'il faut proposer des actions concrètes et réalistes si on veut obtenir le soutien des décideurs et aussi leur réactivité par rapport au suivi des engagements pris suite aux actions de plaidoyer. Ils ajoutent qu'il faudrait aussi suivre régulièrement ces engagements afin d'amener les décideurs à les honorer. Un jeune s'exprime :

“Je veux dire qu'il ne faut pas demander aux décideurs ce qui n'est pas possible à résoudre dans notre contexte.”
**(FGD avec jeunes, Kita)**

**Exemple de réussite : Contribuer à l'élaboration de la déclaration du Mali pour la CIPD+25**

L'un des informateurs clés, qui fait du plaidoyer sur la SDSR depuis son jeune âge, a expliqué comment il avait participé à l'élaboration de la déclaration du Mali pour le 25e anniversaire de la Conférence International sur la Population et le Développement (CIPD) quand il était un jeune militant d'AfriYAN. « Au Mali déjà nous avions travaillé dans une commission nationale chargée d'élaborer la déclaration du Mali qui devrait être lue par le président de la République de l'époque, c'était en 2016 et cette commission devrait aider le président à faire des engagements pour les jeunes. Je faisais partie des jeunes qui devraient travailler pour faire respecter le droit des jeunes dans cette déclaration et grâce à Dieu on a pu insérer des choses importantes pour les jeunes. Cette déclaration a finalement été lue par le ministre chargé de la population, en ce moment j'avais 17ans. » Cette commission a regroupé toutes les tranches de la jeunesse, les tranches sociales du pays, et ils avons pu proposer des choses dans la déclaration qui peuvent changer la vie des jeunes, alors qu'aujourd'hui, il faut travailler pour la mise en œuvre effective de cette déclaration et ses engagements.

# Collaboration intergénérationnelle

Le constat général des participants sur la collaboration intergénérationnelle est le fait que les jeunes ne sont pas à l'aise pour parler de certaines thématiques liées à la sexualité devant les adultes et vice-versa. Ce qui rend la collaboration difficile entre jeunes et adultes. Selon les participants, les jeunes doivent être soutenus pour qu'ils soient à l'aise de parler de leurs problèmes devant les adultes et les adultes aussi doivent être assez ouverts pour les écouter. Au lieu d'avoir le soutien des adultes, les jeunes se retrouvent, selon les répondants, jugés de la part des adultes lorsqu'ils abordent des sujets sur la sexualité comme si parler de sexualité est synonyme de mauvaise éducation ou de débauche. Une jeune de Bougouni décrit la situation dans la citation suivante :

> “C'est ce qui est très difficile et si tu veux faire un débat intergénérationnel il y a certaines personnes qui diront que le monde a changé, comment un jeune peut parler de sexualité devant les adultes, donc je pense que ce débat intergénérationnelle doit être fait parce que les jeune d'aujourd'hui sont les vieux de demain. Si tu vois que les jeunes filles tombent enceinte précocement c'est parce qu'il y a certaines choses qu'elles ne savent pas, sinon si une jeune fille utilise une méthode contraceptive quand elles commencent tôt la sexualité et ça va leur permettre de ne pas tomber enceinte, donc il est temps qu'on explique tout ça aux jeunes.”
> **FGD avec jeunes, Bougouni)**

Selon les répondants, la collaboration intergénérationnelle est un élément important pour le succès des actions de plaidoyer, car selon eux, les jeunes ont toujours besoin de l'appui et de l'assistance des adultes pour mener à bien leurs actions. Ils expliquent cela par le fait que les jeunes n'ont pas toutes les compétences requises pour présenter leurs points de vue devant les autorités et que les adultes sont ceux qui aideront les jeunes à mieux atteindre les objectifs de plaidoyer. Cependant pour les adultes, s'ils n'impliquent pas aussi les jeunes dans leurs actions, ils auront moins de résultats car les jeunes sont plus écoutés. Alors pour tous les répondants, une collaboration intergénérationnelle est cruciale pour la réussite des actions de plaidoyer en SDSR des jeunes.

> “La collaboration intergénérationnelle est extrêmement importante parce que les problèmes sont sur les jeunes, les solutions doivent venir des jeunes mais la mise en œuvre de ces solutions dépend d'une autre génération, une génération qui n'a pas la même compréhension des choses que les jeunes. Donc une collaboration de différentes générations et les jeunes permet une bonne mise en œuvre de solutions proposées par les jeunes mais défendue et validée par les plus anciens qui de nos jours sont les décideurs.”
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

Lié à la pertinence d' avoir une bonne collaboration intergénérationnelle, il y a des groupements de jeunes qui ont entrepris des actions pour pouvoir instaurer un cadre d'échange convivial entre jeunes et adultes.

“La stratégie que nous avons trouvé c'est le dialogue. Chaque 3 mois son invite les différentes générations. Il y a les leaders religieux composés de chrétiens et de musulmans, les chefs coutumiers. il y a les traditionalistes, il y a les communicateurs traditionnels, les groupements des femmes, il y a tout. On fait un dialogue intergénérationnel où les jeunes sont là, le débat est ouvert et on parle de ce qui a été dit  par la religion, par les coutumes etc. Et on sort avec un acquis et des recommandations, parce que dans la société il y a des regroupements qui représentent toutes ces couches. ”
**(EIA, informateur clé Bamako)**

# Obstacle du succès

Des discussions avec les jeunes, il ressort que la plupart du temps les jeunes n'ont pas confiance en eux-mêmes et ont peur d'aborder certains sujets en lien avec la SDSR en présence des adultes; ils n'osent pas prendre la parole en publique; ce qui rend difficile la conduite des activités de plaidoyer. Les jeunes ont aussi mentionné l'interprétation négative donnée aux actions de plaidoyer en SDSR de la part de certaines personnes au sein des communautés qui insinuent qu'ils font le plaidoyer uniquement pour amener les filles à la débauche en faisant la promotion des produits contraceptifs. A côté de cela, ils ont aussi mentionné le non-respect des engagements pris par les autorités ainsi que la non prise en compte de recommandations qu'ils formulent suite à des problèmes identifiés.

Quelques jeunes ont mentionné qu'ils sont mal perçus par la société lorsqu'ils font du plaidoyer en SDSR en ayant un statut particulier tel que le fait d'être marié. Selon ceux-ci les jeunes qui sont mariés, surtout ceux de sexe féminin ne doivent plus faire de telles actions.

> “Ce n'est pas facile que les jeunes fassent le plaidoyer car moi dans mon cas, quand je me suis fiancée les gens me disent que je ne dois plus faire partie de l'association et que je dois me comporter comme une femme mariée.”
> **(FGD avec jeunes, Kita)**

La plupart des répondants, qu'ils soient jeunes ou acteurs clés, ont mentionné la difficulté d'aborder des questions liées à la santé sexuelle et reproductive avec les leaders religieux. Alors que dans un pays comme le Mali où ces leaders religieux dominent la plupart des décisions, il est important de les avoir avec soi quand on mène un combat. Selon les répondants, cette coalition avec les leaders religieux reste très difficile à cause de la nature des thématiques à aborder.

> “Il y a aussi les leaders religieux, il faut aussi travailler avec eux, surtout les leaders religieux musulmans, parce que si on veut qu'ils parlent de sexualité, d'utilisation des méthodes contraceptives, des relations intimes sans mariage, on ne va jamais avoir leurs implications, parce qu'eux ils parlent de relation intime entre homme et femme seulement après le mariage, alors que nous nos actions portent sur ceux qui sont généralement plus jeunes, donc hors mariage. Donc on ne va jamais nous entendre avec eux sur ces sujets-là.”
> **(EIA, informatrice clé, Bamako)**

# Durabilité et continuité

Selon les répondants, la durabilité et la continuité des actions de plaidoyer dépendent fortement du financement. Si la source de financement est une source sûre comme le gouvernement et que les fonds sont attribués suivant des critères bien définis, il y a de fortes chances d'avoir des actions continues de plaidoyer comme l'expliquent ces participants.Ils ont aussi signalé qu'un autre des plus grands défis pour la continuité des actions de plaidoyer par les jeunes est le fait que les jeunes n'ont pas de ressources financières pour leurs activités de plaidoyer comme par exemple quand ils veulent venir en aide à une victime de violence. Selon les participants, le succès du plaidoyer dépend fortement du financement; la disponibilité continue des ressources en plus d'autres facteurs comme la formation des jeunes et leur encadrement dans l'identification des problèmes et des cibles auprès de qui mener le plaidoyer. Un informateur clé a illustré cela par une situation réelle qu'il a rencontrée :

> "L'autre défi était financier parce qu'on ne pouvait pas prendre en charge les cas [Une jeune fille qui avait été renvoyée de sa famille parce qu'elle avait une grossesse et elle était malade] qui ont surgi dans l'activité, parce que ce n'était pas de notre ressort, et on avait pas le financement nécessaire, donc on a été obligés de les orienter à d'autres structures qui pourront les aider."
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

D'autres participants soutiennent aussi que les financements doivent impérativement cibler les jeunes eux-mêmes au lieu de passer par des structures intermédiaires qui gèrent les fonds à leur place et que les jeunes doivent vraiment être impliqués à toutes les étapes du processus comme le dit ce jeune :

> "Il faut une vigilance très importante, les partenaires sont ceux qui ont les ressources , c'est à eux d'imposer certains critères lorsqu' il s'agit de financer les ONG ou l'Etat, ils doivent exige l'implication des jeunes du début à la fin."
> **(FGD avec jeunes, Bamako)**

En plus du financement et de l'implication des jeunes dans la gestion des ressources, les répondants, surtout les jeunes, ont insisté sur le suivi des engagements et recommandations suite aux actions menées pour maintenir les acquis et la continuité. Pour cela, il y a eu des initiatives qui ont développé des outils de suivi des engagements comme l'indique ce jeune :

> "Pour que ça puisse être maintenu, on a mis des outils de suivi en place dont « motion tracker » et « layidu mètre ». Ces outils nous permettent de connaître le niveau de mise en œuvre et de voir si ce succès existe toujours pour que ça ne soit pas aujourd'hui seulement mais que ce soit continuel. Donc il faut mettre en place des outils de suivi des engagements et réviser les engagements de temps en temps."
> **(EIA, jeune défenseur, Bamako)**

**Exemple de réussite : Mise en place de Làyidu-mètre**
Làyidu-mètre (Layidu signifie engagement en bambara) est un système de suivi des engagements du gouvernement malien en matière de Droits et Santé Sexuels et Reproductives des Adolescents et Jeunes (DSSRAJ). Le projet Layidu-mètre travaille sur 16 engagements pris par le gouvernement et vise à créer un cadre de dialogue social et compte rendu du gouvernement par les jeunes. Les jeunes ont participé à la mise en place du mécanisme de suivi et engagent régulièrement des conversations avec l'Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR) pour demander des comptes au gouvernement. Cela leur offre également un espace pour plaider en faveur d'autres développement sur les DSSRAJ.

## Stratégies mises en place pour le succès

Les répondants expliquent que pour avoir du succès dans les actions de plaidoyer, la meilleure stratégie est d'abord d'identifier le problème à résoudre et ensuite identifier les ressources qui pourraient contribuer à le résoudre. Parmi ces ressources, ils citent aussi bien les individus que les structures communautaires et gouvernementales et non gouvernementales. Ils expliquent que le choix de ces ressources doit être raisonné en se basant sur le niveau d'engagement et l'influence que ces ressources ont au sein de la communauté.

> "Oui, on essaye de savoir qui peut aider à résoudre le problème identifié et après on fait une liste de ces personnes. Comme il l'a dit ça peut être aussi des associations, des ONG ou le gouvernement."
> **(FGD avec jeunes, Kita)**

Les répondants insistent encore à ce niveau sur l'implication effective des jeunes comme acteurs du plaidoyer et dans toutes les étapes du processus. Ils ajoutent encore que l'une des meilleures approches pour réussir le plaidoyer est la synergie des actions entre acteurs :

> "Une seule ONG ne peut pas gérer. Par exemple, chaque année, le Mali organise une campagne en faveur de la planification familiale et de la santé de la reproduction. Quand on nous contacte, on demande des activités spécifiques pour les jeunes. Si c'est l'union entre les ONG c'est plus réussi que quand une seule ONG veut intervenir."
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

Une autre approche utilisée par les jeunes pour la réussite de leurs actions de plaidoyer est l'utilisation des nouvelles technologies de la communication, qui pour eux sont très dynamiques pour atteindre un maximum de personnes à sensibiliser sur une thématique donnée. Ils ajoutent qu'ils travaillent aussi avec les agents de santé pour faire passer des messages de sensibilisation et que cette collaboration est très utile pour leurs actions. Un jeune engagé auprès d'une organisation de jeunes raconte :

**Exemple de réussite : Mise en place de Làyidu-mètre**
Làyidu-mètre (Layidu signifie engagement en bambara) est un système de suivi des engagements du gouvernement malien en matière de Droits et Santé Sexuels et Reproductives des Adolescents et Jeunes (DSSRAJ). Le projet Layidu-mètre travaille sur 16 engagements pris par le gouvernement et vise à créer un cadre de dialogue social et compte rendu du gouvernement par les jeunes. Les jeunes ont participé à la mise en place du mécanisme de suivi et engagent régulièrement des conversations avec l'Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR) pour demander des comptes au gouvernement. Cela leur offre également un espace pour plaider en faveur d'autres développement sur les DSSRAJ.

# Stratégies mises en place pour le succès

Les répondants expliquent que pour avoir du succès dans les actions de plaidoyer, la meilleure stratégie est d'abord d'identifier le problème à résoudre et ensuite identifier les ressources qui pourraient contribuer à le résoudre. Parmi ces ressources, ils citent aussi bien les individus que les structures communautaires et gouvernementales et non gouvernementales. Ils expliquent que le choix de ces ressources doit être raisonné en se basant sur le niveau d'engagement et l'influence que ces ressources ont au sein de la communauté.

> "Oui, on essaye de savoir qui peut aider à résoudre le problème identifié et après on fait une liste de ces personnes. Comme il l'a dit ça peut être aussi des associations, des ONG ou le gouvernement."
> **(FGD avec jeunes, Kita)**

Les répondants insistent encore à ce niveau sur l'implication effective des jeunes comme acteurs du plaidoyer et dans toutes les étapes du processus. Ils ajoutent encore que l'une des meilleures approches pour réussir le plaidoyer est la synergie des actions entre acteurs :

> "Une seule ONG ne peut pas gérer. Par exemple, chaque année, le Mali organise une campagne en faveur de la planification familiale et de la santé de la reproduction. Quand on nous contacte, on demande des activités spécifiques pour les jeunes. Si c'est l'union entre les ONG c'est plus réussi que quand une seule ONG veut intervenir."
> **(EIA, informateur clé, Bamako)**

Une autre approche utilisée par les jeunes pour la réussite de leurs actions de plaidoyer est l'utilisation des nouvelles technologies de la communication, qui pour eux sont très dynamiques pour atteindre un maximum de personnes à sensibiliser sur une thématique donnée. Ils ajoutent qu'ils travaillent aussi avec les agents de santé pour faire passer des messages de sensibilisation et que cette collaboration est très utile pour leurs actions.
Un jeune engagé auprès d'une organisation de jeunes raconte :

“On a fait une campagne en ligne sur les droits des enfants et la planification familiale en matière de santé de la reproduction. À travers des vidéos de sensibilisation qu'il a posté on a su qu'il y a beaucoup de choses dont les gens ne sont pas au courant et on est allé vers les centres de santé et les centres de jeunes pour donner beaucoup plus d'informations aux jeunes. ”
**(FGD avec jeunes, Bamako)**

## RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS

Au cours des entretiens et des discussions de groupe, nous avons demandé aux participants ce que les organisations qui souhaitent travailler avec les jeunes devraient faire pour s'assurer que leurs efforts de plaidoyer soient couronnés de succès. Les réponses des participants, qu'ils soient jeunes ou plus âgés, étaient assez homogènes. Tout d'abord, ils ont parlé de la nécessité de soutenir les initiatives des jeunes eux-mêmes et les thèmes de plaidoyer qui sont importants pour eux.

Ils ont souligné la nécessité de renforcer les compétences des jeunes, aussi bien techniquement pour de meilleures approches de plaidoyer que sur la mobilisation de ressources. Il a été dit que cela améliorerait la qualité des efforts de plaidoyer et la pertinence des sujets. En outre, un soutien financier est nécessaire pour financer les activités de plaidoyer des jeunes qui travaillent généralement comme bénévoles.

Deuxièmement, de nombreux participants ont évoqué la nécessité d'impliquer **vraiment** les jeunes tout au long du cycle de plaidoyer, et de ne pas les utiliser de manière symbolique ou uniquement pour la mise en œuvre. Dans le même ordre d'idées, certains participants ont parlé de la nécessité d'impliquer les jeunes dans toute leur diversité et dans tous les groupes et de ne pas travailler uniquement avec les jeunes très instruits vivant dans le milieu urbain. Ces deux éléments garantissent le succès et la pertinence des activités de plaidoyer.

Troisièmement, de nombreux participants ont parlé de la confiance. La confiance dans le fait que les jeunes savent ce qu'ils doivent défendre, mais aussi la confiance dans le fait qu'ils mettront en pratique ce qu'ils ont appris lors des sessions de renforcement des capacités. La représentante d’une association de jeunes a élaboré :

“[les ONG] peuvent s’assurer de la qualité du renforcement de capacités qu’ils ont donné aux jeunes. Si ce renforcement est bien fait, ils pourront être sûrs que les jeunes ont bien dirigé leur plaidoyer. Tout est une question de confiance ». L'informateur clé d’un réseau de jeunes a ajouté : « responsabiliser les jeunes davantage parce qu’il faut faire confiance aux jeunes, se dire que les jeunes sont l’avenir de demain, renforcer leurs capacités, les encadrer, les accompagner pour qu’ils puissent diriger le plaidoyer eux-mêmes. ”

## RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS

En outre, les ONG devraient accompagner les jeunes, les présenter à des personnes influentes pour cibler les décideurs. Le représentant d'un autre réseau de jeunes a expliqué :

> "[il faut] les aider à atteindre les cibles de plaidoyer. L'ONG peut atteindre plus facilement le ministre que les jeunes, mais quand l'ONG organise un événement ils invitent les ministres, les députés, comme à travers le plaidoyer les jeunes peuvent les atteindre plus facilement et que les ONG n'imposent pas de thème aux jeunes. Ils doivent établir un contact pour que les jeunes puissent facilement atteindre les détenteurs de coutume et de tradition pour pouvoir s'exprimer devant ces gens-là, faciliter la communication des jeunes à travers les médias pour véhiculer de bons messages."

Il s'agit aussi de prendre parfois du recul pour ouvrir l'espace aux jeunes. Le représentant d'une association de jeunes va plus loin que les autres participants et suggère de conditionner les fonds qui sont donnés aux ONG qui travaillent sur la SDSR des adolescents et des jeunes. Il préconise de conditionner l'implication significative des jeunes si les organisations travaillent pour les droits des jeunes.

Les participants ont également parlé des choses que les ONG ne devraient absolument pas faire. Celles-ci étaient liées à la non-inclusion des jeunes, y compris parler au nom des jeunes, faire du plaidoyer à la place des jeunes, et prendre des décisions en leur nom.
Ils ont également mentionné l'absence de suivi après le renforcement des capacités et l'imposition de thèmes de plaidoyer aux jeunes.

## DISCUSSION

L'étude a montré que les principaux acteurs en termes de plaidoyer en SDSR au Mali sont généralement des ONG qui travaillent avec des associations ou regroupements de jeunes. L'Etat intervient également à travers quelques structures mais en s'appuyant toujours sur les regroupements de jeunes. Les principaux domaines d'intervention sont : la protection et la défense des droits et devoirs des enfants, la planification familiale, la lutte contre les VBG et les MGF, le mariage précoce et ou forcé, l'autonomisation des filles et femmes, la lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles ainsi que le leadership. Parmi ces organisations, il y en a qui œuvrent pour créer un cadre de concertation convivial entre les jeunes et les décideurs et des cadres de partage d'expériences entre les jeunes acteurs de plaidoyer. Pour mener la plupart de ces activités, les jeunes sont impliqués au niveau de l'exécution et le plus généralement au niveau des activités communautaires. D'autres chercheurs ont trouvé des similitudes dans cette approche de plaidoyer tel que Adebayo et al. (8) et Wigle et al. (7). Le niveau communautaire et les structures de jeunes créées par eux-mêmes sont souvent le niveau auquel les adolescents et les jeunes exercent leurs premiers rôles de plaidoyer (7,8,12).

Selon nos constats, lorsqu'on parle de plaidoyer mené par les jeunes au Mali, cela renvoie plus vers un ensemble d'actions visant à améliorer à terme les politiques de santé de la reproduction. La plupart des groupements de jeunes y travaillent en sensibilisant les décideurs à mieux comprendre leurs problèmes en santé de la reproduction et ainsi améliorer les textes pour permettre aux jeunes de jouir de leurs droits. Alors que la sensibilisation est l'action qui consiste à rendre une personne ou un groupe de personnes réceptifs à quelque chose qui peut être un problème dans une communauté, un comportement à adopter vis à vis d'une situation donnée, la cible de la sensibilisation peut concerner toutes les parties prenantes, décideurs compris (13). La sensibilisation se fait à travers des campagnes, souvent au niveau communautaire, ce qui est le cas pour la plupart des groupements de jeunes que nous avons rencontrés au Mali. Même si une différence existe entre plaidoyer et sensibilisation, il est à noter que la sensibilisation est comme une porte d'entrée incontournable pour mener le plaidoyer. Pour cela, nous pouvons conclure qu'au Mali, les jeunes sont dans les premières étapes pour mener le plaidoyer à travers la sensibilisation et qu'ils ont besoin de formation et de soutien pour arriver au stade de plaidoyer en tant que tel. Seuls quelques participants font du lobbying et du plaidoyer au niveau du gouvernement national, ou même au niveau sous-régional ou international. Ceci est en accord avec d'autres études telles que décrites précédemment (7,8). Les jeunes sont motivés à participer aux actions de plaidoyer parce qu'ils veulent apporter un changement sociétal et se sentent les premiers concernés et connaissent mieux leurs problèmes en termes de santé de la reproduction. Ces problèmes ayant été longtemps mal pris en compte dans les politiques et stratégies de santé, les actions de plaidoyer sont faites pour leur prise en compte conformément aux besoins spécifiques des adolescents et jeunes pour le cas du Mali.

Ce constat n'est pas différent dans toute l'Afrique subsaharienne où les questions de violation des droits des jeunes ont toujours existé et qui font les raisons de la motivation des jeunes pour mener des actions de plaidoyer à l'endroit des décideurs (6,7).

Quelques initiatives de plaidoyer menées par les jeunes au Mali ont eu du succès notamment à travers leur formation et soutien financier par les ONG. Des mécanismes de suivi des engagements ont également été mis en place tel que « layidu-mètre » qui consiste à suivre l'évolution de la mise en œuvre des engagements pris suite aux actions de plaidoyer en santé de la reproduction menée par les jeunes. Au Mali, l'implication de certaines couches de la communauté a été citée comme facteur clé pour la réussite des actions de plaidoyer, plus précisément les leaders communautaires et religieux.
Ce constat est identique dans la plupart des autres pays en Afrique subsaharienne.
En effet, les porteurs d'obligations et les alliés essentiels au plaidoyer mené par les jeunes comprennent les parties prenantes communautaires, les parents, les anciens et les chefs religieux qui agissent en tant que gardiens ou facilitateurs dans la vie des jeunes. En les impliquant à chaque étape du plan de plaidoyer, leur acceptation et leur soutien sont assurés (10,11). Établir des relations personnelles avec les décideurs était particulièrement important pour que les jeunes gagnent leur confiance et soient vus (1,10,11,14). Consacrer du temps et des efforts à l'établissement de bonnes relations au niveau du district et au niveau national a été efficace dans l'Alliance pour la défense des filles (en : Girls Advocacy Alliance) en Ouganda et au Ghana.

A côté de ces facteurs de succès, les jeunes ont mentionné des contraintes pour la conduite des actions de plaidoyer. Il s'agit entre autres du manque de confiance en soi des jeunes, la peur d'être mal jugés par les adultes, les besoins financiers et leur implication à un stade avancé du processus de plaidoyer. Ce constat est similaire dans les autres pays de l'Afrique subsaharienne. La participation des jeunes n'est souvent pas pratiquée à toutes les étapes du processus de plaidoyer et ne peut donc pas être considérée comme un plaidoyer mené par les jeunes. Tout au long de différentes études et programmes, les jeunes ont signalé le manque de possibilité de participer à toutes les étapes des procédures de plaidoyer ou d'élaboration des politiques (1,2,7).
Un jeune à la table ronde virtuelle sur les rôles des jeunes dans le plaidoyer sur les SDSR souligne qu'ils sont souvent invités à participer au milieu du processus plutôt qu'à partir du début. Ce qui a été décrié par les jeunes dans notre étude qui estiment que toute action faite sans eux serait faite contre eux. Ils expliquent cela par le fait qu'ils sont les mieux informés sur les problèmes les concernant et qu'ils doivent avoir leurs mots à dire dans la recherche de solutions à ces problèmes. Alors que d'autres études et évaluations font souvent ressortir un manque de confiance dans les capacités des jeunes et une réticence à partager les contact de relations importantes (2,8,10,11), les répondants dans notre études semblaient plus optimistes et convenaient généralement que les jeunes devaient être impliqués dans les activités de plaidoyer les concernant.

Dans cette étude, nous avons noté quelques limites. Il avait été prévu des exercices pour introduire les discussions de groupe avec les jeunes. Ces exercices ont été très difficiles à mettre en œuvre car les jeunes au Mali n'étaient pas habitués à de telle façon de faire. En effet, donner une définition claire du plaidoyer a été très difficile pour les jeunes en plus du fait qu'ils devaient écrire les réponses sur des bouts de papiers. Cette difficulté était dû au fait que le niveau d'instruction des jeunes ne leur permettait pas d'écrire correctement ce qu'ils pensaient. De plus, nous avons réalisé que le risque de discriminer certains jeunes n'ayant pas été scolarisé serait évident en maintenant de telle approche. Pour résoudre le problème, l'équipe de recherche a donc tenté de reformuler le jeu oralement, ce qui a plus marché. Une autre limite de cette étude est que nous n'avons pu discuter qu'avec des jeunes scolarisés et donc les opinions de ceux non scolarisés n'ont pas été prises en compte même ceux avec qui nous avons discuté ont tenté de prendre en compte les préoccupations de l'ensemble des jeunes.

# CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au Mali, une multitude de structures et d'organisations formelles et informelles, dirigées par des jeunes et des adultes, plaident activement en faveur de l'amélioration de la SDSR des jeunes. Alors que les acteurs tentent d'impliquer les jeunes afin qu'ils soient acteurs pour leur propre bien être, on note des niveaux d'implication des jeunes pas suffisants selon les jeunes eux-mêmes et selon certains acteurs. La phrase clé **« toute action faite sans moi est contre moi »** est revenue régulièrement dans les entretiens et discussions avec les jeunes et les informateurs clés, alors que les jeunes affirment être les mieux informés pour comprendre les problèmes et proposer des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés. Par conséquent, les facteurs de succès du plaidoyer des jeunes incluent l'implication des jeunes dans toutes les étapes du processus de plaidoyer, ainsi que soutiens techniques et financier des ONG, la connaissance de potentiels décideurs, et la confiance des adultes. Il en résulte les recommandations suivantes :

### Impliquer les jeunes de tous profils dans toutes les étapes du cycle de plaidoyer

Pour assurer une participation réellement significative des jeunes, les organisations plaidant pour la jeunesse doivent impliquer les jeunes dans toutes les étapes du cycle de plaidoyer. Pour ce faire, il est important que les jeunes aient un pouvoir de décision et soient reconnus comme des acteurs égaux dans l'ensemble du processus. En outre, il faut tenir compte de certains prérequis et facilitateurs, tels que la rémunération, la flexibilité, le mentorat et le partage des capacités

### Former les jeunes afin qu'ils soient bien outillés à communiquer devant les adultes et à faire face aux éventuels jugements de la société suite aux actions de plaidoyer

L'un des aspects du renforcement des capacités mentionné dans le point ci-dessus est la prise de parole en public. Cette compétence est considérée comme cruciale par de nombreux jeunes et informateurs clés interrogés et nécessite un certain niveau de formation et de pratique. Par conséquent, les adultes doivent encourager et soutenir les jeunes dans leur expérience de la prise de parole en public. De cette façon, l'expérience de la prise de parole en public devient une bonne expérience et les jeunes voudront la refaire. En même temps, les décideurs seront plus enclins à les écouter si le discours est bien structuré et prononcé avec confiance et à suivre leurs recommandations.

### Former les jeunes pour qu'ils puissent mieux identifier leurs problèmes en SDSR et proposer des actions correctrices convenables pour tous les jeunes

Un deuxième thème pour le partage des capacités est le cycle de plaidoyer lui-même.Les jeunes sont bien conscients des problèmes auxquels ils sont confrontés et de la manière dont ils aimeraient les voir changer, mais ils ne savent pas toujours comment s'y prendre. Grâce à des partenariats entre jeunes et adultes, les connaissances sur les meilleures pratiques en matière de plaidoyer devraient être partagées, permettant aux jeunes d'en apprendre davantage sur le cycle de plaidoyer et aux adultes d'en apprendre davantage sur les principaux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés.

## Garantir la participation de TOUS les jeunes

Bien que la plupart des jeunes et des informateurs clés interrogés dans le cadre de cette étude s'accordent à dire que les jeunes dans toute leur diversité sont en mesure de participer équitablement, dans de nombreuses activités, les jeunes handicapés, les jeunes mariés et les jeunes sans instruction sont laissés de côté.
Bien que les organisations que nous avons interrogées semblent déjà avoir cette question à l'esprit, nous voulons appeler les organisations et les jeunes eux-mêmes à rester critiques quant à la représentation des jeunes dans leurs activités et à allouer un petit budget pour faire participer les jeunes qui sont sous-représentés.

## Soutenir les actions de plaidoyer des jeunes en faisant de la sensibilisation auprès des adultes pour que ceux-ci soient plus réceptifs

Les partenariats entre jeunes et adultes sont nécessaires pour faire progresser les droits et santé sexuels et reproductifs au Mali et dans le monde. Ces partenariats amélioreront les messages de plaidoyer en s'appuyant sur les expériences vécues par les jeunes et en utilisant les stratégies réussies que les organisations d'adultes ont développées.
En même temps, ils optimiseront le succès des messages de plaidoyer, car les décideurs seront plus réceptifs aux messages qui proviennent à la fois de leurs sources connues et sûres (acteurs expérimentés) et des jeunes eux-mêmes.

## Identifier des sources de financement durables pour les actions de plaidoyer et faciliter l'accès à ces sources

Pour les efforts de plaidoyer menés par les jeunes et les adultes, le financement durable est un problème. Cependant, en raison des exigences de financement souvent strictes des donateurs, les organisations dirigées par des jeunes et les structures de jeunes qui ne sont pas enregistrées ou qui n'ont pas un certain niveau de chiffre d'affaires sont souvent exclues du financement. Les donateurs devraient donc assouplir leurs financements en veillant à ce que ceux-ci soient adaptés aux jeunes et financer directement les structures de jeunesse.

# RÉFÉRENCES


1. Jacobs T, George A. Original Article Between Rhetoric and Reality : Learnings From Youth Participation in the Adolescent and Youth Health Policy in South Africa. Int J Heal Policy Manag. 2022;x(x):1–13.
2. Melles MO, Ricker CL. Youth participation in HIV and sexual and reproductive health decision-making, policies, programmes: perspectives from the field. Int J Adolesc Youth [Internet]. 2018;23(2):159–67. Available from: http://-doi.org/10.1080/02673843.2017.1317642
3. Sheehan P, Sweeny K, Rasmussen B, Wils A, Friedman HS, Mahon J, et al. Building the foundations for sustainable development: a case for global investment in the capabilities of adolescents. Lancet. 2017;390(10104):1792–806.
4. Van Reeuwijk M, Singh A. Meaningful Youth Participation as a way to achieving success. Can J Child Rights / Rev Can des droits des enfants [Internet]. 2018 Nov 9 [cited 2022 May 24];5(1):200–22. Available from: https://ojs.library.carleton.ca/index.php/c-jcr/article/view/1301
5. Zulu JM, Krugu JK, Van Gurp M, Kok M. Prevention or Punishment? Teenage pregnancy and child marriage in Chadiza and Petauke, Eastern Zambia. University of Zambia and KIT Royal Tropical Institute; 2020.
6. Choonara S, Banda R, Chitimira R, Ditsele G, Hwengwere M, Magwenzi T, et al. Sustainable Development girls: mapping youth advocacy and action to achieve sexual and reproductive health rights in Africa. Agenda [Internet]. 2018;32(1):97–106. Available from: https://doi.org/10.1080/10130950.2018.1427812
7. Wigle J, Paul S, Birn AE, Gladstone B, Braitstein P. Youth participation in sexual and reproductive health: policy, practice, and progress in Malawi. Int J Public Health [Internet]. 2020;65(4):379–89. Available from: https://doi.org/10.1007/s00038-020-01357-8
8. Adebayo F. Children and Youth Advocacy in Africa: Context, Approaches and Lessons. Intellect Prop Rights Open Access. 2017;5(3).
9. Daniel OD, Jacob A, Adikpe EE, Johnson Y, Daniel M, Adewale IM, et al. Voices of the African child: An article on youth engagements in sexual and reproductive health and rights [SRHR] policies in Africa. Int J Adv Community Med. 2021;4(3):23–7.
10. Fooks L. Raising Voices, Demanding Rights: Enabling young people to engage with duty-bearers in difficult contexts [Internet]. Oxfam International; 2015 Sep [cited 2023 Jan 5]. Available from: https://oxfamilibrary.openrepository.com/handle/10546/578650
11. Women Deliver. Engage Youth: A discussion paper on meaningful youth engagement. New York: Women Deliver; 2016.

12. Amref Health Africa, Sonke Gender Justice, Rutgers, KIT Royal Tropical Institute, CHOICE for Youth and Sexuality. Power to Youth Baseline Report. Amref Health Africa; 2022.
13. Centre international de formation de l'Organisation international du Travail. Module sur le plaidoyer, la sensibilisation et le travail en réseau. Torino: Centre international de formation de l'Organisation international du Travail; 2010.
14. Girls Advocacy Alliance. Lessons in youth advocacy and the link between global and local activism [Internet]. Amsterdam: Girls Advocacy Alliance; 2021. Available from: https://www.partos.nl/wp-content/uploads/2021/09/Girls_Advocacy_Learnings_Report.pdf

**Illustrations, Design :**
**Ousmane TRAORE et Adama SAMAKE**